

<http://lipietz.net/De-la-necessite-de-l-ecologie-politique-286>

Transversales Sciences Culture n° 42

De la nécessité de l'écologie politique

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : vendredi 1er novembre 1996

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Je suis venu à ce colloque avec l'idée de traiter d'un point très général : la nécessité, la spécificité, d'une "écologie politique". Les questions qui viennent d'être débattues m'amènent à écarter deux questions préalables.

D'abord, si écologie politique il doit y avoir, doit-elle se constituer en parti ? Cela dépend des traditions nationales. Il y a des pays où chaque nouveau courant de pensée socio-politique se succédant dans l'histoire se constitue en au mieux un, au pire cinquante partis. C'est plutôt la tradition française. Et il y a des pays (c'est plutôt la tradition anglo-saxonne) où un petit nombre de partis changent d'âme au cours de l'histoire. En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, il est peu probable que s'affirme un troisième ou un quatrième parti, écologiste, mais l'écologie est un enjeu politique au sein des partis travailliste, démocrate, ou libéral-démocrate.

Seconde question : celle que pose la forme parti en tant que telle. J'ai répugné à entrer dans le parti Vert à sa fondation en 1984, car j'étais las de la forme-parti ; je m'y suis résigné en 1989, car si l'on croit qu'il faut faire une politique écologiste, alors, en France, il faut entrer dans un parti, c'est ainsi qu'y fonctionne la vie politique. Mais je savais très bien à quoi je devais m'attendre. Il y a une sorte de péché originel de tout parti, dont aucun courant n'est exempt. Cela tient à la structure du pouvoir, mais à celle aussi de l'esprit humain : toute mystique tant à dégénérer en religion, puis en bureaucratie, puis en simple enjeu de pouvoir. On peut inventer des moyens d'enrayer ce processus, le ralentir, parfois le renverser, mais c'est une tendance inévitable. Le mouvement socialiste a connu les mêmes problèmes : relisez les thèses de *Socialisme ou Barbarie* dans les années 1950. Les écologistes ont essayé quelques mesures : parité hommes-femmes, non-cumul des mandats, etc. Cela donne des résultats certains, mais cela diminue l'efficacité sur le champ politique. Et il faut sans cesse faire un arbitrage.

Mais la question essentielle où je voulais en venir est la suivante : y-a-t-il un paradigme de l'écologie politique ? L'écologie définit-elle un faisceau de valeurs, d'objectifs, distinct de celui que proposent les autres courants (les démocrates, les socialistes ?), et capable de coaliser autour de lui un certain nombre de forces sociales aspirant à des réponses nouvelles aux questions se posant à l'ensemble de la société ?

Je réponds : oui. D'abord, on peut se contenter d'un constat empirique : certains problèmes, au début des années 1980, n'étaient tout simplement pas ou plus pris en compte par aucune force politique. Et parfois, même plus par les forces dont c'était le "fond de commerce". Quand les "démocrates" ne se préoccupent plus des droits de l'homme, ni les "socialistes" de la question sociale, quand de nouveaux problèmes, posés par de nouveaux mouvements sociaux (féministes, régionalistes, environnementalistes) ne sont pas repris par les forces traditionnelles, alors cette demande politique suscite une nouvelle offre politique. Comme la fonction crée l'organe, le vide de l'offre politique antérieure suscite dans toute l'Europe la création de partis Verts.

Cette analyse explique à 90% la formation de ces partis ? et leur difficultés. Il suffit que, dans tel pays, un parti progressiste traditionnel soit un peu moins obtus (ou résigné) que ne l'ont été les sociales-démocraties flamande, wallonne, française ou allemande, et déclare de façon convaincante : "Venez chez nous, c'est ici que ça se passe", pour que l'espace d'un parti vert soit presque nul. C'est, semble-t-il, le cas de l'Italie. Inversement, la violence de la répression des pratiques alternatives sous Helmut Schmidt rendait nécessaire la création d'un parti "démocrate-radical" allemand dès les années 1970 : et celui-ci se nomma "Vert-Alternatif". De même en France, après le "tournant de la rigueur" du parti socialiste en 1983, la création (en 1984) du parti Vert était presque inévitable. En revanche, dans les années 1970, le PS et le PCF avaient été capables d'absorber tout le "gauchisme culturel". Cette capacité d'absorption des aspirations nouvelles, écologie politique comprise, s'évanouit avec leur arrivée au pouvoir.

Ce premier type d'explication, l'apparition d'un courant d'écologie politique "d'opportunité" : un courant où l'on va chercher ce que les autres ne font pas ? Même aujourd'hui, où la gauche traditionnelle est dans l'opposition, ce qui réduit l'espace de l'écologie politique, on voit affluer dans les partis Verts des militants simplement déçus de ne pas trouver dans le PC et le PS ce qu'ils y avaient cherché.

Mais si l'on s'en tenait à cette analyse, alors il n'y aurait pas de paradigme écologiste. Il n'y aurait qu'un parapluie social-démocrate radical.

Aussi avancerai-je un second argument, plus profond, et qui correspond à ma propre expérience politique. Je suis très profondément convaincu que la conception du progrès que porte les écologiste n'est pas la même que celle que portait le "socialisme du XX^e siècle", ce qu'il y avait de commun aux socio-démocrates et aux communistes (staliniens ou critiques). Tous les courants qui se sont coagulés autour de "l'écologie politique" se caractérisent par l'anti-productivisme et l'anti-étatisme. C'est ce que Patrick Viveret avait, dans les années 1970, appelé *La Galaxie des "auto"*. Du féminisme au régionalisme et au syndicalisme autogestionnaire, il y avait le refus des méga-outils incontrôlables (machines ou États ?), la volonté de prendre ses affaires en main, à partir de sa propre condition. Parallèlement, il y avait une critique de la "rationalité instrumentale", qu'incarnaient Bernard Charbonneau, Jacques Ellul ou André Gorz, et qui se cristallisait socialement dans le refus de "la croissance pour la croissance" (et notamment : du nucléaire), puis, face à la crise, dans le refus de sortir du chômage par la seule croissance, dans l'option pour le partage du travail et un réexamen radical des "besoins".

En ce sens, l'écologie politique est irréductible à *cette* gauche qu'incarnent le PS et le PC. Elle leur dit : "Nous sommes, vous et nous, des progressistes, en ce sens que nous souhaitons l'amélioration des conditions de vie de tous, et pas seulement d'une minorité. Mais notre conception du *mieux* n'est pas la même" !

Si l'on accepte ce point de vue, alors il y a une légitimité de très long terme pour l'écologie politique. Et cela aussi bien en France qu'aux États-Unis, dans les pays de multi-partisme comme dans les pays de bi-partisme : que l'on crée de nouveaux partis ou que l'on se batte dans les vieux partis, il y a place une écologie politique regroupant un ensemble d'aspiration sociales dans un projet commun.

Et puis il y a troisième niveau de la question. A part le fait que les Verts s'occupant entre autre de protection de la nature, est-ce que ce qu'on appelle "écologie" dans les sciences a quelque chose de commun avec ce mouvement anti-productiviste, anti-étatiste, d'auto-expression sociale qui adopta le nom *d'écologie politique* ? Je répond oui, et je dis que ce n'est pas nouveau. Car tous les mouvements politiques apparus dans l'histoire ont correspondu à des mutations plus larges de la culture, qui avaient elles-mêmes, sinon leur origine, du moins leurs correspondances dans la pensée scientifique. Sans vouloir trancher le débat en causalité, je constate cette concomitance entre transformations dans le champ des sciences, de la philosophie morale et de la politique. L'apparition du libéralisme politique est liée à celle du libéralisme économique mais aussi aux sciences mécaniques. L'apparition de l'économie politique (c'est-à-dire la macroéconomie, par exemple chez Ricardo) est liée à l'apparition du mouvement socialiste, mais aussi à des évolutions dans les sciences physiques (comme la thermodynamique). Le développement de la sociale-démocratie (c'est-à-dire l'idée d'un compromis entre les classes) est liée au développement de la sociologie.

Qu'en est-il du contexte de l'émergence de l'écologie politique ? Du côté "anti-productiviste", c'est le recul de la conception linéaire de l'histoire, celle de la mécanique ou même de la thermodynamique classique, avec l'apparition des notions de bifurcations, d'évolution chaotique, mais aussi d'attracteurs stabilisés. Du côté "autonomie", on retrouve les idées de la nouvelle thermodynamique : "ordre à partir du bruit", "structure dissipatives". Regardez l'*Organum* de l'édition de l'*Encyclopédia Universalis* du début des années 1970 : dans ce recueil des idées de cette époque, on trouve René Thom, Prigogine, Atlan, etc. C'est-à-dire un ensemble de penseurs des sciences dites exactes dont les préoccupations convergent autour des idées d'auto-organisation, du seuil d'instabilité, etc. : des concepts fondamentalement liés à ceux que mobilise l'écologie. J'insiste : liés aussi bien à l'écologie générale des

sciences naturelles, à l'écologie mathématique, qu'à l'écologie politique comme mouvement d'idées. Car naturellement cette "nouvelle culture" commence par se décanter en philosophie politique avant même de se cristalliser comme mouvement d'idée, comme force sociale, comme parti, voire comme programme politique.

Ce travail de la pensée, qui est un mouvement historique, social, s'effectue évidemment d'abord sur la notion de "progrès". Les trois piliers du "progrès" pour la vieille gauche, ceux de la République : "Liberté-Egalité-Fraternité", ne sont certes pas reniés. Ils sont retravaillés, non plus sous l'éclairage du libéralisme individualiste et mécaniste des XVIII^e et XIX^e siècles, non plus sous l'éclairage "énergéticien" et macro-social du XIX^e - XX^e siècle, mais à partir de ces nouvelles idées "auto-organisatrices". Ainsi :

- ▶ La *liberté* devient *autonomie*, capacité de maîtriser sa propre trajectoire à l'échelle de l'individu ou d'un groupe auto-constitué ;
- ▶ L'*égalité* devient *solidarité*, rapport conscient et réflexif de la partie au tout ;
- ▶ La *fraternité* devient *responsabilité* de chacun envers tout et devant tous.

Ce détour par le rapport très profond qu'entretiennent pour l'évolution des sciences, la conception du monde et les idéaux politiques pourra surprendre. Ne serait-il pas plus simple de poser : certains processus de la biosphère deviennent inquiétants, les sciences s'en mêlent, il se développe une écologie scientifique, et des esprits éclairés en tirent les conclusions en matière de gouvernement des humains ? Cette conception technocratique de l'écologie existe, n'en doutons pas. Mais je dirais qu'elle constitue, plus qu'une écologie politique, une trace, dans le domaine spécifique de la "politique de l'environnement", des modes de pensée et d'action hérités d'un âge révolu (productiviste et étatiste, justement).

Rompre avec cet héritage, apprendre à penser de manière authentiquement écologiste les problèmes écologiques, tel peut-être le legs le plus précieux de penseurs comme Bernard Charbonneau.

Voir le site de [Transversales science culture](#).